

## Guinée : pour en finir avec le pouvoir militaire

### I. SYNTHÈSE

La tuerie qui a fait au moins 160 morts parmi les manifestants, le viol de nombreuses femmes et l'arrestation de dirigeants politiques par les forces de sécurité lors d'une manifestation pacifique à Conakry le 28 septembre 2009 ont mis en évidence les dangers que représente le maintien au pouvoir des militaires pour la stabilité de la Guinée et d'une sous-région dont trois Etats fragiles commencent tout juste à se remettre de guerres civiles. La junte, le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), nie ses responsabilités pourtant évidentes dans le massacre et tente de gagner du temps en proposant aux partis d'opposition ce qu'elle appelle un « gouvernement d'union nationale ». Mais, alors que dans la rue, la patience vis-à-vis de la junte s'amenuise, l'instabilité risque d'augmenter à moins que toutes les forces politiques nationales et la communauté internationale n'exercent une pression commune pour forcer la junte à quitter le pouvoir.

La communauté internationale a rapidement condamné les assassinats du 28 septembre et demandé une enquête immédiate. Le 2 octobre, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a nommé le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, pour jouer le rôle de médiateur dans la crise. La tuerie est survenue dix jours à peine après l'annonce par l'Union africaine (UA) de son intention d'appliquer des sanctions contre la junte si son chef, Dadis Camara, ne confirmait pas par écrit, d'ici le 17 octobre, que ni lui ni aucun membre du CNDD ne se présenterait aux élections présidentielles qui sont actuellement prévues pour le 31 janvier 2010.

Les violences du 28 septembre sont survenues alors que l'apparente détermination de Dadis Camara à se présenter aux élections avait accru les tensions et que le dialogue sur le processus de transition démocratique venait d'être rompu. La junte avait bloqué la création d'un Conseil national de transition (CNT), le grand corps consultatif qui devait être un élément-clé du processus de transition adopté en mars, et provisoirement interdit les débats politiques dans les médias d'Etat. Les dirigeants des partis politiques et de la société civile étaient devenus la cible de manœuvres d'intimidation et de harcèlement de la part des militaires. La rupture du dialogue n'a fait que renforcer le sentiment, parmi la population,

que la rue était le seul espace qu'il lui restait pour exprimer son opinion sur le processus de transition.

Depuis sa prise de pouvoir en décembre 2008, dans les heures qui ont suivi le décès de l'autocrate au long règne, Lansana Conté, l'armée a progressivement renforcé son emprise sur les institutions de l'Etat. Elle a militarisé l'administration publique, utilisé les ressources de l'Etat pour mettre en place des groupes de soutien au CNDD à travers tout le pays et formé des milices ethniques. Elle a attisé les tensions, en particulier dans la région déjà instable du Sud, la Guinée forestière, où elle a rassemblé des milliers d'anciens combattants et volontaires qui ont l'expérience du combat armé. Tandis que l'armée a un intérêt collectif à rester au pouvoir, le recrutement de milices témoigne de la méfiance qui prévaut entre les dirigeants de la junte et certaines autres sections de l'armée. Cette situation est particulièrement inquiétante puisque tout conflit au sein de l'armée pourrait rapidement se transformer en guerre civile pour la Guinée et déstabiliser ses voisins en provoquant le départ de vagues de réfugiés vers le Mali, le Sénégal et la Guinée-Bissau, la circulation d'armes vers la Côte d'Ivoire, et la mobilisation d'anciens combattants le long des frontières avec le Libéria et la Sierra Leone.

Les événements tragiques du 28 septembre soulignent la nécessité de mettre au point une stratégie de départ du pouvoir pour la junte afin de préserver la transition démocratique et d'établir les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et équitables. Les mesures suivantes devraient ainsi être prises :

- ❑ La junte doit prendre en compte le fait qu'une large majorité de la population n'acceptera pas un autre régime militaire, et que sa tentative de maintien au pouvoir risque fort de plonger le pays dans une guerre civile ou dans l'anarchie. Elle doit se retirer maintenant et laisser la place à un gouvernement civil de transition qui inclue une large représentation des Forces Vives – le groupe de coordination des partis d'opposition et de la société civile – et accepter l'offre de la CEDEAO de servir de médiateur dans les négociations qui lui permettront de quitter le pouvoir dignement.
- ❑ Les membres de la junte doivent explicitement et définitivement renoncer à tout projet de participer

aux élections de quelque façon que ce soit et accepter les conditions d'un processus global de réforme du secteur de la sécurité. Cela devra inclure en tout premier lieu un retour aux casernes et l'application de mesures pour faire respecter la discipline et mettre fin à l'impunité au sein des troupes. Ces mesures seraient un premier pas vers une réforme plus globale du secteur de la sécurité qui comprendrait la professionnalisation de l'armée et la création d'une force de police civile plus efficace.

- La médiation du président Compaoré au nom de la CEDEAO devrait s'appliquer à faire admettre au CNDD l'ultimatum électoral de l'UA et à mettre au point les conditions de départ du pouvoir de ses plus hauts dirigeants.
- La CEDEAO devrait envisager l'envoi d'une mission militaire en Guinée, éventuellement conduite par des chefs d'état-major, pour déterminer les mesures à prendre pour stabiliser le pays, désarmer toutes les milices, assurer la sécurité pendant les élections et lancer un programme global de réforme du secteur de la sécurité. Cette mission pourrait également inclure un élément civil de suivi politique.
- Le Rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires devrait envisager une mission urgente en Guinée afin d'entamer une enquête criminelle des événements du 28 septembre, tandis que d'autres partenaires internationaux devraient soutenir financièrement et politiquement les organisations guinéennes des droits de l'homme qui rassemblent sur le terrain des informations sur les crimes commis.
- Si la junte s'obstine, la communauté internationale devrait isoler le régime en commençant par imposer des sanctions sévères et ciblées contre les membres du CNDD et leurs soutiens-clés. L'UA et les partenaires concernés tels que la France, les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) devraient simultanément offrir leur soutien aux pays voisins pour la mise en place de sanctions et la préparation, avec les forces de la CEDEAO, d'une intervention militaire régionale rapide si jamais la Guinée devait connaître de nouvelles violences.

## II. LE 28 SEPTEMBRE

### A. LA TUERIE ET LES VIOLS

Au matin du 28 septembre 2009, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule rassemblée au stade de Conakry. La manifestation avait été organisée par les partis d'opposition pour protester contre l'intention de plus en plus flagrante de Dadis Camara de se présenter

aux élections présidentielles le 31 janvier 2010.<sup>1</sup> Alors que les dirigeants des partis politiques allaient s'adresser à la foule de 50 000 personnes, des hommes armés en uniformes sont entrés dans le stade, ont fermé toutes les portes et ont commencé à tirer.<sup>2</sup> La tuerie a eu lieu à l'intérieur du stade et dans les rues alentours, alors que les gens s'enfuyaient.

Des associations de droits de l'homme en Guinée ont estimé le nombre de total de tués à 160, avec peut-être 1 700 blessés.<sup>3</sup> Des responsables du gouvernement affirment quant à eux qu'il y a eu 57 morts, dont 4 seulement par balles, et que les autres sont morts écrasés par la foule en déroute. Au vu des nombreux témoignages de personnes présentes sur place, leur déclaration n'est pas crédible. Il y a également de nombreux récits documentés de violences sexuelles perpétrées par des membres des forces de sécurité contre des femmes, y compris des coups, des déshabillages forcés et des viols collectifs.<sup>4</sup> De nombreux dirigeants de partis ont également été violemment passés à tabac, tandis que leurs domiciles ont été mis à sac.<sup>5</sup> Un journaliste expérimenté qui a couvert les événements a affirmé que les chefs de partis avaient été particulièrement ciblés.<sup>6</sup> Les abus ont conti-

<sup>1</sup> Pour des détails sur la formation de la junte et ses premiers mois au pouvoir, voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°58, *Guinée : la transition ne fait que commencer*, 5 mars 2009.

<sup>2</sup> « Guinea's capital fades into a ghost town after soldiers' rampage », *The New York Times*, 30 septembre 2009.

<sup>3</sup> Le chiffre le plus souvent cité pour le nombre de tués au cours de ces incidents est 157. Voir, par exemple, « Opposition claims 157 dead after army fires on protesters », *Radio France Internationale (RFI)*, 29 septembre 2009 ; « Guinea massacre toll put at 157 », *BBC*, 29 septembre 2009 ; « Guinea opposition cautious about military call for government of national unity », *VOA News*, 1er octobre 2009 ; et divers articles de l'Agence France-Presse. Afin de vérifier ce chiffre, Crisis Group a parlé, le 6 octobre, à un représentant de l'Organisation guinéenne des droits de l'homme (OGDH) qui a déclaré que l'organisation avait enregistré 160 morts et 1 700 blessés. Ces chiffres sont basés sur les déclarations de membres des familles qui ont identifié les corps et sur les visites des hôpitaux effectuées par l'OGDH. Cependant, l'OGDH continuait à recueillir les témoignages des familles et victimes et il est donc probable que le chiffre réel soit plus élevé.

<sup>4</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, journaliste, membre des Forces Vives, 28 septembre 2009. Voir « UN Security Council concerned about Guinea », *VOA News*, 30 septembre 2009 ; « Amid the bloodbath, harrowing tales of rape », *France 24*, 5 octobre 2009 ; « In a Guinea seized by violence, women as prey », *The New York Times*, 5 octobre 2009.

<sup>5</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membre de parti politique, 28 septembre 2009. Voir aussi « Guinea's capital fades into a ghost town after soldiers' rampage », *The New York Times*, 30 septembre 2009.

<sup>6</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, journaliste de *L'Aurore*, 29 septembre 2009.

nué dans la journée du 28 et le lendemain, tandis que les forces de sécurité pillaient certains quartiers des banlieues de la capitale. Le 2 octobre, les forces de sécurité ont empêché toute participation aux cérémonies funéraires organisées à la mosquée centrale de Conakry pour honorer les tués, provoquant de nouveaux affrontements avec les partisans de l'opposition, l'usage de gaz lacrymogène et la perturbation des prières du vendredi.<sup>7</sup>

Des personnages-clés proches de Dadis Camara et issus du Bataillon autonome des troupes aéroportées (BATA) ont activement pris part aux tueries.<sup>8</sup> Il y a également des indices de participation de miliciens irréguliers, très probablement des citoyens libériens. Un dirigeant de la société civile présent sur place a déclaré à Crisis Group qu'il avait entendu des hommes armés en uniforme donner des ordres en anglais créole libérien.<sup>9</sup> D'autres témoins, y compris des chefs de partis politiques, ont affirmé que certains auteurs des violences n'étaient pas des soldats réguliers.

Les événements du 28 septembre sont les plus récents et les pires d'une longue série de mouvements de répression violente par les forces de sécurité au cours des dernières années. En février 2007, des événements similaires ont causé plus de 100 morts.<sup>10</sup> Tandis que les violences de 2007 avaient été déclenchées par une grève générale, les causes profondes, ainsi que le mode opératoire des forces de sécurité, étaient similaires à ceux des événements récents. La population guinéenne, qui attend désespérément un changement démocratique et la fin des difficultés économiques, est prête à descendre dans la rue en dépit du danger, tandis que les forces de sécurité sont prêtes à tuer pour terrifier la population et se maintenir au pouvoir.

## B. REACTIONS ET CONSEQUENCES

La communauté internationale a promptement condamné la tuerie et demandé une enquête internationale et la libération immédiate des chefs de partis.<sup>11</sup> Le Conseil

de sécurité de l'ONU a réitéré son appel à Dadis Camara et au CNDD à respecter leur engagement initial et à ne pas se présenter aux élections. Le président de la Commission de la CEDEAO, Mohammed Ibn Chambas, a qualifié les événements d'« inacceptables », tandis que les présidents du Sénégal, du Libéria et de la Sierra Léone ont fait part de leur profonde inquiétude. Le ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, a parlé d'événements « scandaleux » et a vivement recommandé l'envoi d'une force d'intervention pour protéger les citoyens de l'armée. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a fait part de sa profonde indignation et appelé à des actions appropriées contre la junte.<sup>12</sup> Le 2 octobre 2009, la CEDEAO a désigné le président Compaoré du Burkina Faso pour jouer le rôle de médiateur dans la crise.

La majorité des Guinéens se sont montrés choqués et consternés par les tueries et les abus sexuels. Les associations de droits de l'homme nationales ont qualifié les incidents d'atrocités. Bien que l'armée soit tristement célèbre pour les atrocités commises contre les civils, ces derniers événements ont renforcé les appels à mettre fin au climat d'impunité qui règne au sein des forces armées.<sup>13</sup> Les leaders de l'opposition y vont vu la confirmation que la junte est prête à faire usage de la violence pour se maintenir au pouvoir. Ils ont appelé à une enquête internationale et demandé qu'une force internationale assure la sécurité des citoyens et du processus électoral.<sup>14</sup>

La réaction de la junte a en grande partie été incohérente. Dans sa première déclaration, Dadis Camara a présenté ses condoléances aux familles.<sup>15</sup> Le CNDD a ensuite publié un communiqué rejetant la responsabilité sur les partis d'opposition et des éléments incontrôlables au sein

<sup>7</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, membre des Forces Vives, 5 octobre 2009.

<sup>8</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membre de l'OGDH, 29 septembre 2009. Voir aussi « Guinea army bayoneted victims », BBC, 29 septembre 2009 ; « In Guinean hospital, wounded attest to military attack », *The New York Times*, 1er octobre 2009.

<sup>9</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, membres des Forces Vives qui ont assisté aux événements, 29 septembre 2009. Voir aussi « Former PM Touré calls for action against security forces », RFI, 30 septembre 2009.

<sup>10</sup> Voir le Rapport Afrique de Crisis Group N°121, *Guinée : le changement ou le chaos*, 14 février 2007.

<sup>11</sup> Voir « UN Security Council concerned about Guinea », VOA News, 30 septembre 2009.

<sup>12</sup> « Clinton : Guinea's leaders should step down », Reuters, 6 octobre 2009 ; « Guinea to probe rally shooting », Reuters, 8 octobre 2009. Il semble que les opinions sur la junte aient été divisées à Paris, où certaines personnes ont défendu une position plus favorable. Voir « Patrick Balkany flingue le Quai d'Orsay », *La Lettre du Continent*, 24 septembre 2009. Le sentiment d'indignation soulevé par les événements du 28 septembre a probablement permis à ceux qui, à Paris, favorisaient une position plus ferme, de reprendre l'initiative.

<sup>13</sup> A propos de cette impunité, voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°52, *Guinée : garantir la poursuite des réformes démocratiques*, 24 juin 2008.

<sup>14</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, dirigeants de partis politiques à Conakry, 29 septembre 2009 ; réunions de Crisis Group avec des représentants des Nations unies, Dakar, 29 septembre 2009. Voir « Mémoire à l'intention de Son Excellence le Président Blaise Compaoré, Facilitateur de la crise guinéenne », Forces Vives, Conakry, 5 octobre 2009.

<sup>15</sup> « Corpses on show at independence day rally », RFI, 2 octobre 2009.

de l'armée et appelant à une suspension de tout rassemblement politique subversif. Dans une apparition à la télévision nationale et lors d'une interview sur une radio internationale, le chef de la junte a paru visiblement ébranlé et a déclaré ne pas contrôler une armée qui l'avait « pris en otage ». <sup>16</sup> Le régime a annoncé la mise en place d'une commission nationale comprenant des membres du gouvernement, des partis politiques et de la société civile pour enquêter sur la tuerie. Mais les Forces Vives ont refusé de participer à ce qu'ils ont appelé une mascarade. <sup>17</sup> La participation aux événements du 28 septembre par des individus proches des dirigeants de la junte et l'ampleur même des abus rendent peu crédibles les allégations de la junte selon lesquelles ces abus ont été perpétrés par des éléments incontrôlables.

Dans un entretien ultérieur, Dadis Camara a rejeté la responsabilité sur les dirigeants des partis qui, a-t-il déclaré, ont maintenu leur projet de manifestation au mépris de l'autorité et s'est plaint de l'anarchie de l'armée et de sa propre incapacité à contrôler celle-ci dans son ensemble. <sup>18</sup> Dans un autre entretien, son aide de camp a nié avoir dirigé l'unité militaire qui a orchestré la tuerie et a souligné qu'il avait pour ordre d'empêcher les militaires de perturber la manifestation. <sup>19</sup> Depuis leur arrivée au pouvoir, cependant, les dirigeants de la junte ont toléré si ce n'est encouragé une impunité et une indiscipline croissantes dans l'armée, et ils doivent en tous les cas être tenus pour responsables du comportement de leurs troupes. <sup>20</sup>

Il est fort improbable que les forces politiques nationales renoncent à leur demande qu'aucun membre de la junte ne se présente aux élections présidentielles. Les dirigeants de l'opposition ont écarté la proposition du gouvernement, faite le 30 septembre, qu'un gouvernement d'union nationale gère le processus de transition, affirmant que dans les circonstances actuelles, le dialogue avec le CNDD était impossible, et qu'un tel gou-

vernement ne pourrait pas fonctionner. <sup>21</sup> Un chef de parti a qualifié cette offre de manœuvre de diversion. <sup>22</sup> Le 5 octobre, les Forces Vives ont demandé la dissolution du CNDD et la création d'un dispositif de transition pour présider à l'établissement d'un gouvernement d'unité. De la même façon, le lendemain, les Forces Vives ont fait de leur demande électorale une condition préalable à leur participation aux pourparlers de Ouagadougou proposés par le président Compaoré. <sup>23</sup>

### III. UN ENVIRONNEMENT DANGEREUX

#### A. LA RUPTURE DU DIALOGUE POLITIQUE

Au cours des étapes initiales de la transition qui a suivi la fin de la dictature Conté, les Forces Vives et la communauté internationale ont accepté de croire en la bonne foi de la junte en se basant sur un cadre convenu, qui incluait la création d'un Conseil national de transition (CNT). Cela a permis des discussions difficiles mais ininterrompues. Toutefois, au cours des mois précédant la tuerie du 28 septembre, celles-ci ont été abandonnées du fait de l'attitude obstructionniste des dirigeants de la junte qui ont, en particulier, bloqué la création du CNT, clos l'espace politique et tenté d'intimider les dirigeants des partis politiques et de la société civile. <sup>24</sup> Cette attitude a amené l'opposition à mettre fin aux discussions et à chercher dans la rue une façon de démontrer l'étendue de son soutien populaire et de faire pression sur la junte.

Le premier élément-clé du programme de transition tel que formulé en mars 2009 était la déclaration de la junte qu'aucun membre du CNDD ne se présenterait aux élections. Mais le 15 avril 2009, à Kaloum, Dadis Camara a publiquement fait état de son droit à se présenter aux élections présidentielles, premier signe de ses réticences à honorer son engagement. <sup>25</sup> L'opposition a vu dans la distribution, par le régime du CNDD et son chef, de postes ministériels, de riz, de véhicules et de contrats d'affaires à ses partisans et aux groupes de jeunes projunte des tentatives évidentes d'acheter des soutiens à la candidature de Dadis Camara. <sup>26</sup> La plupart des leaders

<sup>16</sup> « Déclaration du CNDD et du Gouvernement », 30 septembre 2009 ; « I'm a hostage of the army, says Guinean leader », RFI, 1er octobre 2009.

<sup>17</sup> Voir « Les forces vives rejettent toute participation à la commission d'enquête nationale », [www.guineenews.org](http://www.guineenews.org), 9 octobre 2009. Le forum des Forces Vives est l'organe de coordination de la coalition des organisations de la société civile et des partis politiques qui ont décidé de coopérer avec le CNDD sur le processus de transition. C'est un organe juridiquement constitué et dirigé par deux personnalités représentant, respectivement, les partis politiques et les groupes de la société civile ; voir « Mémoire », op. cit.

<sup>18</sup> Voir « I'm a hostage of the army », op. cit.

<sup>19</sup> Voir « Toumba Jakitay : sur les événements du 28 septembre », [www.guineenews.org](http://www.guineenews.org), 7 octobre 2009.

<sup>20</sup> Voir le Briefing de Crisis Group, *La transition ne fait que commencer*, op. cit.

<sup>21</sup> « Guinea opposition cautious about military call for government of national unity », VOA News, 1er octobre 2009.

<sup>22</sup> « Guinea opposition rejects junta unity call », Reuters, 1er octobre 2009.

<sup>23</sup> Voir « L'ultimatum des forces vives », RFI, 7 octobre 2009.

<sup>24</sup> Entretien de Crisis Group, dirigeants de partis politiques, membres de la société civile, Conakry, 16-17 septembre 2009.

<sup>25</sup> Entretien de Crisis Group, leader de l'Union des Forces républicaines (UFR), Conakry, 18 septembre 2009.

<sup>26</sup> Entretien de Crisis Group, leader de la jeunesse du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG), Conakry, 16 septembre 2009 ; leader de l'Union

de partis politiques en sont venus à voir dans cette question de candidature le principal obstacle au processus de transition.

Le deuxième élément-clé du processus devait être le CNT. Bien que son mode de fonctionnement ait été l'objet d'un accord initial, ses pouvoirs exacts et, en particulier, sa composition sont devenus la source de désaccords majeurs.<sup>27</sup> Dadis Camara a tenté, de façon unilatérale, de faire monter le nombre des membres du CNT des 163 initialement convenus avec les Forces Vives à 244. Les membres additionnels proposés bénéficiaient d'une base politique indépendante limitée et auraient probablement été loyaux à la junte.<sup>28</sup> Par conséquent, le CNT ne vit jamais le jour, et la transition s'est retrouvée paralysée.

Les préparatifs pour les élections avaient bien progressé avant l'échec du dialogue, et l'inscription sur les listes électorales avait pu être complétée dès la mi-avril. Mais les ambitions du chef de la junte ont éclipsé ces développements. Les partis d'opposition ont estimé que des élections libres et équitables étaient inconcevables si Dadis Camara était candidat et si la junte restait au pouvoir. La junte est peu susceptible d'accepter des résultats défavorables et toute tentative de truquer le processus ou le comptage des voix pourrait conduire à l'élection du leader de la junte et au chaos.

Les actes d'intimidation et de harcèlement perpétrés contre des dirigeants de partis politiques et de la société civile ont provoqué de nouvelles tensions. Le 18 juin, par exemple, le convoi de Cellou Dalein Diallo, le chef du parti d'opposition UFDG, a été arrêté, et son meeting politique prévu à Kérouane a été annulé par le gouverneur de la région, sur ordre de Conakry.<sup>29</sup> Plusieurs heures plus tard, une cinquantaine de soldats ont forcé Diallo et son entourage à quitter Kankan. Dadis Camara avait auparavant et à plusieurs reprises menacé Diallo au téléphone. Diallo a également été amené au Camp Alpha Yaya, où il a été interrogé par Dadis Cama-

ra. D'autres dirigeants politiques ou de la société civile ont également fait état d'actes d'intimidation, y compris de descentes de groupes d'hommes armés à leurs domiciles. Le 14 septembre, les émissions politiques ont été suspendues dans les médias d'Etat.<sup>30</sup>

## B. LA SITUATION DANS LES PROVINCES

L'administration publique a été militarisée à travers tout le pays. Trente des trente-trois préfets ont été remplacés par des officiers de l'armée. Sur les 350 sous-préfets, 50 sont également des militaires, tout comme les 8 gouverneurs de région.<sup>31</sup> Ces nouvelles recrues de la junte ont mobilisé des soutiens locaux à Dadis Camara et au CNDD à travers la création de groupes de soutien pro-junte et d'organisations de jeunes qui ont vu le jour dans toutes les provinces. Une source crédible a déclaré à Crisis Group que les sous-préfets de Guinée forestière avaient pour ordre de ne tolérer aucune réunion politique à l'exception de celles en faveur du chef de la junte.

Les membres de ces groupes de soutien décrivent Dadis Camara comme un libérateur, semblable à d'autres soldats-politiciens ouest-africains tels que Jerry Rawlings du Ghana ou Amadou Toumani Touré du Mali.<sup>32</sup> Ils ont organisé des tournois de football en l'honneur du CNDD et des réceptions pour accueillir des membres de la junte en visite.<sup>33</sup> Ils ont également été transportés jusqu'à Conakry pour fournir un soutien visible aux dirigeants de la junte et pour remplir le Palais des peuples, par exemple lors de la réunion du groupe de contact international du 3 septembre.

La multiplication des associations de jeunes et des groupes de soutien inquiète la société civile.<sup>34</sup> A Boké, des dirigeants de la société civile ont publié un communiqué de presse dans lequel ils conseillent vivement à leurs membres de renoncer à prendre part aux activités de

---

des forces démocratiques de Guinée (UFDG), 17 septembre 2009. Depuis que Crisis Group a souligné, dans son briefing du mois de mars 2009, la consolidation du pouvoir militaire au sein de l'administration, la junte a continué à attribuer des postes-clés à ses proches alliés. Le ministre de l'administration territoriale et des affaires politiques, qui est conjointement responsable de l'organisation des élections, serait le cousin de Dadis Camara, par exemple.

<sup>27</sup> Entretien de Crisis Group, leader de l'UFR, 18 septembre 2009 ; leader de l'UFDG, 17 septembre 2009 ; porte-parole des Forces Vives, 17 septembre 2009.

<sup>28</sup> Entretien de Crisis Group, leader de l'UFR, 18 septembre 2009 ; leader de l'UFDG, 17 septembre 2009 ; porte-parole des Forces Vives, 17 septembre 2009.

<sup>29</sup> Entretien de Crisis Group, leader de l'UFDG, Conakry, 17 septembre 2009.

---

<sup>30</sup> Entretien de Crisis Group, Conakry, plusieurs dates. Un autre exemple est le maire de Nzérékoré, qui soutient un parti d'opposition. Le 1er juillet 2009, il a été renvoyé par le préfet pour avoir exprimé sa loyauté à un parti d'opposition de façon trop visible – ceci en dépit du fait que le préfet n'ait pas officiellement le pouvoir de le renvoyer. Entretien de Crisis Group, l'ancien maire, 13 septembre 2009.

<sup>31</sup> Entretien de Crisis Group, membre du Conseil préfectoral des organisations de la société civile, Faranah, 15 septembre 2009 ; syndicaliste, Mamou, 16 septembre 2009.

<sup>32</sup> Entretien de Crisis Group, membre du mouvement « Dadis doit rester », Nzérékoré, 7 septembre 2009.

<sup>33</sup> Entretien de Crisis Group, porte-parole, groupe de soutien au CNDD, Guekédou, 6 septembre 2009.

<sup>34</sup> Entretien de Crisis Group, nombreuses associations de jeunes pro-CNDD, Nzérékoré, 7 septembre 2009 ; Siguiri, 1er septembre 2009 ; Kankan, 2 septembre 2009.

telles entités.<sup>35</sup> Les entretiens de Crisis Group ont confirmé le soupçon répandu que ces groupes bénéficient régulièrement des largesses financières de la junte.<sup>36</sup> Le fait qu'ils peuvent avoir une forte influence déstabilisatrice a été démontré à Macenta en août, quand un conflit autour de la distribution des 100 millions de francs guinéens (\$20,000) donnés par le ministre de la défense à des groupes de jeunes a provoqué des rixes et des affrontements entre des jeunes et les autorités locales.<sup>37</sup>

En Guinée forestière, la mobilisation politique orchestrée par le CNDD a accru les tensions entre les communautés. Les partisans de Dadis Camara ont joué sur le sentiment d'exclusion du pouvoir de son groupe ethnique forestier. Dans certains cas, cela a pris des accents incendiaires, comme par exemple lorsque Moussa Keita, le secrétaire permanent du CNDD, en visite à Nzérékoré en juillet 2009, a présenté le débat sous la forme de « Dadis ou la mort ». Cette déclaration et sa référence implicite à d'anciennes violences intercommunautaires ont été interprétées comme une tentative de mobiliser la population selon des critères ethniques.<sup>38</sup> Ceci est particulièrement inquiétant dans les centres urbains, où les groupes forestiers vivent aux côtés de larges communautés de Malinké et de Peul, dont beaucoup dirigent actuellement la campagne contre les ambitions électorales du chef de la junte.

Cette instabilité ethnique a des origines historiques importantes. La région a connu plusieurs épisodes de conflits, dont le souvenir est encore vivace dans l'esprit des habitants. Au début des années 1990, feu le président Conté tenait un discours qui jouait sur les divisions ethniques pour rassembler des voix dans le nouveau contexte du multipartisme. En 1991, lors d'une visite immédiatement après les élections municipales, il soutint que les groupes non-indigènes n'avaient aucun droit à jouer un rôle de premier plan sur la scène politique régionale et il souligna la menace supposée qu'ils représentaient. Les Malinké se sentirent particulièrement visés, d'autant plus que l'opposant principal de Conté à cette époque, Alpha Condé, était malinké. Ses remarques provoquèrent également des affrontements ethniques entre les Guerza et les Konianké qui firent plusieurs

morts dans la région de Nzérékoré.<sup>39</sup> Si un directeur d'ONG travaillant à la prévention des conflits dans la région a décrit les affrontements ethniques de 2004 et 2006 comme moins destructeurs, le schéma de violence intercommunautaire souligne les dangers d'une mobilisation politique à la façon du CNDD.<sup>40</sup>

Suivant l'attaque menée en 2000-2001 en Guinée forestière par les forces du président libérien de l'époque, Charles Taylor, Conté avait recruté, entraîné et armé des volontaires pour combattre aux côtés de l'armée régulière. La plupart de ces jeunes recrues – 6 000 environ – ne prirent jamais part à un processus de désarmement formel. Ils ont depuis lors représenté une source majeure de troubles sociaux dans la région. La hausse des crimes a été attribuée à ce désarmement inachevé et à l'absence d'emplois licites pour les anciens volontaires.<sup>41</sup>

La plupart des jeunes recrutés par Conté pour combattre Charles Taylor étaient basés à Macenta et finirent par intégrer des milices engagées dans la guerre civile libérienne – d'abord au sein de l'ULIMO (United Liberation Movement of Liberia for Democracy) puis du LURD (Liberians United for Reconciliation and Democracy). La plupart de ces anciens combattants, maintenant communément appelés « les enfants associés », sont dispersés dans la région, avec une forte présence dans les banlieues de Horoya-Angola et de Wesso à Nzérékoré.<sup>42</sup> En plus d'un petit nombre de Libériens, la majorité de ces anciens combattants sont issus du groupe ethnique des Manian de Macenta. 600 d'entre eux ont

<sup>35</sup> Voir « Situation des membres des bureaux des OSC dans les activités politiques », circulaire, Boké, 26 septembre 2009. Entretien de Crisis Group, membre du CNOSCG, Boké, 22 septembre 2009.

<sup>36</sup> A Kankan, par exemple, un membre du Mouvement des jeunes patriotes pour le soutien au CNDD a déclaré à Crisis Group le 2 septembre 2009 que le mouvement avait reçu le soutien financier du bureau du préfet.

<sup>37</sup> Entretien de Crisis Group, président, Comité d'unité et de paix de Macenta, Macenta, 14 septembre 2009.

<sup>38</sup> Entretien de Crisis Group, dirigeant de la société civile, Nzérékoré, 7 septembre 2009.

<sup>39</sup> En Guinée forestière, il y a deux grandes catégories sociales : les groupes forestiers, principalement les Guerza, Toma, Kissi et Mano ; et les Mandingues, constitués des Malinké, Konianké, Kouranko et Manian. Les Konianké et les Malinké parlent des dialectes similaires et se considèrent comme des indigènes de Nzérékoré bien qu'on ait par ailleurs prétendu qu'ils viennent de Beyla. Entretien de Crisis Group, directeur, Pacem In Terris, Nzérékoré, 13 septembre 2009 ; défenseur des droits de l'homme, Nzérékoré, 14 septembre 2009. Voir « Conflits ethniques en Guinée forestière », Pacem In Terris, Nzérékoré, document mis à la disposition de Crisis Group, septembre 2009 ; et le Rapport Afrique de Crisis Group N°74, *Guinée : incertitudes autour d'une fin de règne*, 19 décembre 2003, pp. 20-22.

<sup>40</sup> Un dirigeant politique a affirmé que si Dadis Camara se présentait aux élections, son groupe ethnique Guerza pourrait prendre les armes contre les groupes opposés à sa candidature, déclenchant des violences similaires à celles de 1991. Entretien de Crisis Group, membre, Rassemblement du peuple guinéen (RPG), 7 septembre 2009.

<sup>41</sup> Entretiens de Crisis Group, ancien employé, projet de prévention des conflits pour la jeunesse de USAID, Nzérékoré, 7 septembre 2009 ; défenseur des droits de l'homme, Nzérékoré, 14 septembre 2009.

<sup>42</sup> Entretiens de Crisis Group, anciens combattants, Nzérékoré, 8 septembre 2009.

incorporé l'armée régulière, et 540 ont été sélectionnés pour suivre un programme de formation financé par l'UE à l'Université pour le développement communautaire de Guinée à Nzérékoré, mais environ 3 000 candidats éligibles n'ont pas pu bénéficier de ce programme.<sup>43</sup>

Des groupes de soutien au CNDD, en particulier des groupes de jeunes, voient également le jour dans d'autres régions. Contrairement à ceux de la Guinée forestière, où les groupes de soutien au CNDD se définissent selon des affiliations ethno-régionales, ils sont promus par le haut, généralement par le préfet ou le gouverneur.<sup>44</sup> Par exemple, dans des villes comme Mamou, Faranah, Kankan, Siguiiri et Boké, ils sont vus comme un moyen d'attirer des financements et la bienveillance de la junte.<sup>45</sup> A Faranah, un fonctionnaire du bureau du préfet a souligné la vitesse à laquelle des fonds peuvent être obtenus pour organiser des événements en l'honneur du CNDD.<sup>46</sup> A Mamou, un dirigeant syndical a déclaré à Crisis Group qu'un préfet avait organisé une réunion au cours de laquelle il avait appelé les membres de la société civile à participer au groupe local de soutien au CNDD.<sup>47</sup>

Le soutien initial que la junte avait pu attirer grâce à ses prises de position contre la corruption et la criminalité s'est cependant évaporé, particulièrement au vu des ambitions politiques de Dadis Camara. Les groupes de soutien font maintenant face à une opposition concertée de la part des branches régionales des Forces Vives, comme de la part des Guinéens ordinaires qui ne portent pas le pouvoir militaire dans leurs cœurs.

---

<sup>43</sup>Entretien de Crisis Group, président, Université pour le développement communautaire de Guinée, Nzérékoré, 7 septembre 2009. Une grande part de l'instabilité nationale prend source en Guinée forestière, en partie du fait de sa composition ethnique et en partie à cause de sa proximité avec l'instabilité du Libéria et de la Côte d'Ivoire. Rapport Afrique de Crisis Group N°94, *Guinée : conjurer la descente aux enfers*, 14 juin 2005.

<sup>44</sup>Entretien de Crisis Group, membre du CNOSCG, Mamou, 16 septembre 2009.

<sup>45</sup>Entretiens de Crisis Group, membre, Fédérations artisanes, Mamou, 16 septembre 2009 ; membre, groupe de la société civile, Faranah, 15 septembre 2009 ; président, association de jeunes Fassola Sabati, Siguiiri, 1er septembre 2009 ; membre, association « Dadis doit partir », Kankan, 2 septembre 2009 ; membre, Association de patriotes pour le développement du Kankan et soutien au CNDD, Kankan, 2 septembre 2009 ; membre du CNOSCG, Boké, 22 septembre 2009.

<sup>46</sup>Entretien de Crisis Group, fonctionnaire, Faranah, 15 septembre 2009.

<sup>47</sup>Entretiens de Crisis Group, membre du CNOSCG, Mamou, 16 septembre 2009.

## C. LA DIMENSION MILITAIRE

Les divisions au sein de la junte, qu'elles se fassent selon des logiques ethniques ou simplement entre individus et factions, et l'instabilité qu'elles créent, sont une autre raison pour laquelle la junte ne doit pas rester au pouvoir.<sup>48</sup> Les événements du 28 septembre et la création de milices ethniques en offrent une preuve supplémentaire. Les milices ethniques, recrutées pour appuyer le CNDD et qui comptent maintenant plus de 2 000 membres, sont entraînées dans un camp à Kaliah, à cinq kilomètres de Forecariah et à environ 100km de Conakry.<sup>49</sup> Les recrues ont déclaré à Crisis Group être entraînées par des expatriés blancs pour maintenir l'ordre pendant les élections.<sup>50</sup>

Le ministre de la Défense, Sékouba Konaté, un personnage-clé dans la structure actuelle du pouvoir, entretient des liens importants avec des groupes rebelles et militaires issus des passés récents de la Guinée et du Libéria. Il a établi, au fil des années, un réseau de relations important au sein de l'armée et de la communauté affairiste et a apparemment acquis un contrôle considérable sur l'attribution de contrats gouvernementaux.<sup>51</sup> L'attribution d'un contrat à la compagnie américaine SCS Hyperdynamics pour l'exploration conjointe de réserves de pétrole off-shore a par exemple été obtenue avec son soutien.<sup>52</sup>

Konaté avait été nommé par Conté pour superviser les opérations des rebelles du LURD à Macenta en raison de son expérience dans les conflits libérien et sierra léonais. Il a des liens forts avec les dirigeants et les troupes du LURD et est actuellement particulièrement

---

<sup>48</sup>Voir le Briefing de Crisis Group, *La transition ne fait que commencer*, op. cit.

<sup>49</sup>Ce centre, initialement un camp pour les réfugiés sierra léonais, a été transformé en 2008 en centre d'entraînement pour la gendarmerie. Des sources crédibles à Nzérékoré ont raconté à Crisis Group que de jeunes hommes, anciens volontaires, y avaient été conduits en bus et de nuit. Des habitants de Forecariah ont confirmé avoir vu des bus chargés de jeunes hommes se diriger vers les camps d'entraînement de Kaliah. Entretiens de Crisis Group, membre, section politique, RPG, Nzérékoré, 7 septembre 2009 ; défenseur des droits de l'homme, Nzérékoré, 14 septembre 2009 ; membre du CNOSCG, Forecariah, 20 septembre 2009.

<sup>50</sup>Entretiens de Crisis Group, nouvelles recrues, personnel militaire, habitants, Forecariah, 20 septembre 2009. Les expatriés blancs, que les habitants pensaient être ukrainiens, résident à l'hôtel Bafila de Forecariah et se rendent à Kaliah chaque jour.

<sup>51</sup>Entretien de Crisis Group, journaliste, Conakry, 18 septembre 2009.

<sup>52</sup>Voir « Exploration pétrolière par SCS/Hyperdynamics », *L'Aurore*, 7 septembre 2009. Entretien de Crisis Group, fonctionnaire, Conakry, 19 septembre 2009.

lié à Aisha Damate Conneh, un personnage important dans cette organisation, et assure la protection de sa maison à Conakry. Il a également pu obtenir des emplois pour d'anciens combattants du LURD auprès de la compagnie de téléphonie mobile Cellcom.<sup>53</sup> Ces liens apportent un certain éclairage à la présence supposée de Libériens parmi les hommes armés qui ont attaqué et tué des manifestants le 28 septembre. De plus, plusieurs sources crédibles affirment que Konaté, ou des personnes agissant sur ses ordres, ont recruté de jeunes hommes de son groupe ethnique malinké pour grossir le contingent du camp militaire d'entraînement de Kaliah.<sup>54</sup>

Ces informations démontrent que des membres de la junte recrutent des miliciens issus de leur propre groupe ethnique, ou parmi des jeunes hommes qui ont déjà pris part, par le passé, à des activités miliciennes.<sup>55</sup> D'une certaine manière, cela semble être l'objet d'une action concertée de la part de la junte pour mettre sur pieds des forces loyales qu'elle pourra utiliser dans les rues de Conakry et d'autres grandes villes. Mais la dimension ethnique, combinée aux tensions évidentes au sein de la junte, suggère que les divisions au sein de l'armée nées de la volonté de profiter des avantages du pouvoir représentent un risque sérieux pour la stabilité nationale. Ces divisions sont en tout premier lieu factionnelles : les tensions actuelles au sein de l'armée ne sont pas un phénomène purement ethnique. Mais l'aspect ethnique pourrait potentiellement jouer le rôle de multiplicateur d'instabilité en cas de nouvelle crise politique.

Les risques sont exacerbés par l'arrestation d'officiers de l'armée. Depuis que le CNDD a pris le pouvoir en décembre 2008, plusieurs officiers supérieurs soupçonnés d'avoir été proches de Conté et qui bénéficient toujours d'un certain soutien au sein de l'armée ont été arrêtés et détenus.<sup>56</sup> Bien que les membres des forces de sécurité soient payés à temps, le CNDD distribue des faveurs supplémentaires à ses partisans, ce qui crée un dangereux sentiment d'exclusion parmi les autres soldats de tous rangs. Des soldats de rang inférieur se sont par exemple plaints à Crisis Group qu'ils avaient été affectés aux postes-frontière parce que le régime les soupçonnait d'être dévoués au régime précédent.<sup>57</sup>

Au lendemain du 28 septembre, la position de Dadis Camara au sein de l'armée paraît plus fragile. Le fait que le chef de la junte ait ouvertement déclaré qu'il avait perdu le contrôle d'une armée qui « le tenait en otage »<sup>58</sup> peut faire craindre une dégradation générale de l'ordre public. Il est également évident que les dirigeants de la junte n'ont pas confiance en leurs forces armées. Les rumeurs d'une dispute à peine jugulée, au soir du 7 octobre, entre des membres de la junte au camp militaire Alpha Yaya sont la preuve de tensions persistantes.<sup>59</sup>

#### IV. LES DANGERS POUR LA REGION

De nouvelles violences pourraient avoir des implications régionales, étant donné les liens historiques entre les conflits de la région du fleuve Mano. La Guinée a joué un rôle pivot dans les conflits libérien et sierra léonais, particulièrement dans la création des rébellions de l'ULIMO et du LURD au Libéria. Certains des liens forgés à l'époque sont en train de réapparaître. Les liens entre le ministre de la Défense et le LURD ont été exposés en détails ci-dessus. La visite récente du porte-parole des Forces nouvelles, l'ancien mouvement rebelle ivoirien, à Conakry, et ses déclarations en faveur de la junte, semblent signaler de nouvelles alliances régionales potentielles.<sup>60</sup> Celles-ci sont inquiétantes puisque la Côte d'Ivoire se prépare à des élections difficiles, tandis que le nord du pays reste sous le contrôle des commandeurs de zones des Forces nouvelles, qui font preuve d'une autonomie croissante vis-à-vis de leur ancien chef, et maintenant Premier ministre, Guillaume Soro.<sup>61</sup>

Certains minimisent l'importance de ces liens régionaux hérités des « guerres nomades » des années 1990. L'ancien porte-parole du LURD a par exemple déclaré que son mouvement avait été dissout, tandis que la plupart des dirigeants ont maintenant intégré les milieux des affaires ou de la politique, et a mis en doute la possibilité que d'anciens membres aient maintenu des liens forts avec leurs homologues guinéens.<sup>62</sup> Mais la Guinée forestière, autrefois base-arrière de l'ULIMO et du LURD, reste instable, avec ses milliers d'anciens combattants et de

<sup>53</sup> Cellcom tient également une place importante sur le marché libérien. Entretien de Crisis Group, journaliste, Conakry, 18 septembre 2009.

<sup>54</sup> Entretien de Crisis Group, dirigeant politique, Conakry, 17 septembre 2009.

<sup>55</sup> Pour des détails sur ces divisions ethniques au sein de la junte, voir *La Lettre du Continent*, 8 octobre 2009.

<sup>56</sup> Entretien de Crisis Group, avocat, Conakry, 18 septembre 2009.

<sup>57</sup> Entretiens de Crisis Group, personnel militaire, poste-frontière de Kouremali, août 2009 ; poste-frontière de Nongowa,

septembre 2009 ; personnel de sécurité, postes de contrôle de Diéké, septembre 2009.

<sup>58</sup> Voir « I'm a hostage of the army », op. cit.

<sup>59</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, journaliste, 7 septembre 2009.

<sup>60</sup> Voir « Sidiki Konaté, ce que Dadis Camara m'a dit sur les avions de Gbagbo », *Le Patriote*, 14 septembre 2009.

<sup>61</sup> Voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°62, *Côte d'Ivoire : les impératifs de sortie de crise*, 2 juillet 2009.

<sup>62</sup> Entretien de Crisis Group, ancien porte-parole du LURD, Monrovia, 11 septembre 2009.



volontaires armés.<sup>63</sup> Elle partage également des frontières avec le Libéria, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire, qui sortent à peine de guerres civiles.

Le Libéria et la Sierra Léone sont relativement calmes et aucun mouvement significatif n'a été signalé près des frontières.<sup>64</sup> Bien que la réintégration des anciens combattants du Libéria ait rencontré un succès limité, ceux qui résident dans les villes frontalières ne représentent pas une menace immédiate pour la sécurité des deux pays.<sup>65</sup> Dans le Nord du Libéria, par exemple, le projet agricole de la Foundation for African Development Aid/Libyan African Investment Portfolio (ADA-LAP) offre des emplois à plus de 500 jeunes du district de Foya, la plupart d'entre eux des anciens combattants.<sup>66</sup> Mais des officiers de sécurité postés à la frontière entre la Sierra Léone et la Guinée (Yenga) ont affirmé que les forces de sécurité sont très présentes côté guinéen depuis l'arrivée au pouvoir du CNDD.<sup>67</sup> Cela souligne un des dangers du pouvoir militaire en Guinée : la junte pourrait provoquer des troubles ou un sentiment d'instabilité pour justifier son maintien au pouvoir. L'alerte du 12 juillet 2009, lorsque la junte a affirmé qu'une attaque par des groupes armés massés le long des frontières était imminente, souligne ce danger. Les régimes précédents ont su profiter de l'instabilité des pays voisins et des invasions fréquentes pour s'attirer le soutien populaire.<sup>68</sup> La junte est consciente des avantages qu'elle pourrait tirer de menaces régionales, réelles ou supposées.

Bien que les hauts fonctionnaires de l'ONU au Libéria ne voient aucun risque sécuritaire immédiat, ils s'inquiètent de la situation en Guinée.<sup>69</sup> Des spécialistes en sécurité ont déclaré que « s'il y a des tensions ... celles-ci dé-

borderont hors des frontières guinéennes ». La transition pose à leurs yeux un défi sérieux, dont l'élément critique est la position de Dadis Camara.<sup>70</sup> Bien que les présidents de la Sierra Léone et du Libéria aient exprimé leurs inquiétudes à propos de la Guinée, en particulier après les événements du 28 septembre, ils sont réticents à jouer un rôle de premier plan dans la stabilisation du pays. Un ministre a déclaré à Crisis Group qu'ils s'inquiétaient de la réaction de la junte si celle-ci était isolée par des sanctions.<sup>71</sup>

## V. UNE STRATEGIE DE DEPART POUR LA JUNTE

### A. PHASE 1 : NEGOCIER LA FIN DU POUVOIR MILITAIRE

Les événements du 28 septembre ont démontré que le départ du pouvoir des militaires doit être la priorité de la communauté internationale pour la Guinée. La junte va sans aucun doute tenter de gagner du temps, en espérant que le sentiment d'indignation retombe. Mais l'ultimatum de l'UA qui exige de Dadis Camara et des autres membres de la junte qu'ils déclarent par écrit d'ici le 17 octobre qu'ils ne se présenteront pas aux élections n'est qu'un minimum à maintenir. Leur départ immédiat en faveur d'un gouvernement civil de transition serait préférable.

La CEDEAO a donné mandat au président Compaoré pour négocier une sortie de crise. Sa mission devrait se concentrer sur une stratégie de départ pour la junte et sur les conditions des élections de janvier 2010, qui doivent avoir lieu en l'absence de toute ingérence militaire.

Une enquête nationale ou internationale pour déterminer les responsabilités dans la tuerie du 28 septembre, bien qu'étant un objectif louable à long terme, a peu de chances de progresser tant que l'armée reste au pouvoir. En attendant, la communauté internationale devrait apporter un soutien ciblé aux associations de droits de l'homme qui se chargent de la tâche essentielle et dangereuse de rassembler les témoignages sur place. Le Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires devrait entamer une enquête judiciaire et faire des recommandations pour prévenir de nouvelles tueries, y compris en poursuivant les coupables.

<sup>63</sup> Entretien de Crisis Group, directeur, Pacem in Terris, 13 septembre 2009.

<sup>64</sup> Entretiens de Crisis Group, postes-frontière de Foya, septembre 2009 ; postes-frontière de Yenga, Koindu, septembre 2009.

<sup>65</sup> Voir le Rapport Afrique de Crisis Group N°148, *Liberia : Uneven Progress in Security Sector Reform*, 13 janvier 2009, Annexe D.

<sup>66</sup> La Foundation for African Development Aid était à l'origine une ONG responsable de la formation des anciens combattants à la vie civile. Elle a ensuite fusionné avec le Libyan African Investment Portfolio pour former une entité qui investit dans l'agriculture. Son projet le plus important est à Foya, sur la frontière entre la Guinée et le Libéria. Entretien de Crisis Group, employé de l'ADA-LAP, Foya, 5 septembre 2009.

<sup>67</sup> Entretien de Crisis Group, poste-frontière de Yenga, septembre 2009.

<sup>68</sup> Voir Alexis Arieff, « Still standing : neighbourhood wars and political stability in Guinea », *The Journal of Modern African Studies*, septembre 2009, pp. 331-348.

<sup>69</sup> Entretiens de Crisis Group, personnel de sécurité au Libéria et en Sierra Léone, 4-5 septembre 2009.

<sup>70</sup> Entretiens de Crisis Group, personnel de sécurité, Monrovia, 11 septembre 2009.

<sup>71</sup> Entretien de Crisis Group, ministre, Monrovia, 10 septembre 2009.

Il faut faire savoir à la junte que si elle résiste, elle doit s'attendre à être sanctionnée et isolée. Etant donnée la position fragile des dirigeants de la junte et les risques de nouvelles violences, il est possible que certains membres puissent être persuadés d'accepter une stratégie de départ comme étant dans leur meilleur intérêt. Les Forces Vives ont clairement fait savoir leur refus de négocier avec la junte quoi que ce soit d'autre que son départ du pouvoir. C'est compréhensible et la médiation de Compaoré devrait se concentrer sur comment, et non si, la junte doit partir, et sur les mécanismes à mettre en place pour affranchir les élections de toute ingérence militaire. Il devrait également s'attacher à trouver des façons concrètes de remettre l'administration régionale du pays au pouvoir civil et de mettre fin au recrutement des milices.

Le CNDD doit accepter de quitter le pouvoir maintenant. Mais il est possible qu'il essaie de transiger en acceptant l'ultimatum de l'AU mais en refusant de se soumettre aux Forces Vives qui souhaitent son départ immédiat. Dans ce cas, la communauté internationale devra s'engager de façon importante pour garantir un processus électoral libre de toute ingérence militaire. Pour prévenir des tentatives de reports à l'infini, elle devrait, à la suite de l'UA, fixer le 31 janvier 2010 comme date limite de départ du pouvoir de la junte, que des élections aient lieu, comme prévu, à cette date ou non.

La CEDEAO devrait négocier avec la junte, éventuellement par l'entremise des chefs d'état-major,<sup>72</sup> afin d'envoyer une mission d'observation militaire, dont la tâche principale devra être de mettre fin au recrutement et à l'entraînement des milices et à la présence d'irréguliers dans les forces armées guinéennes. La mission devrait également examiner les besoins en sécurité de la transition et faire des recommandations aux chefs d'Etat de la CEDEAO. Même si Dadis Camara et la plupart des membres de la junte acceptent de partir, il faudra encore renvoyer l'armée dans les casernes, y réinstaurer la discipline et rétablir l'ordre dans la rue. Un effort international majeur sera requis pour garantir chaque étape du processus de transition. Une mission CEDEAO/UA/ONU devrait également être envoyée pour évaluer les besoins d'une réforme du secteur de la sécurité absolument essentielle et pour commencer à la planifier.

Tandis que les préparatifs électoraux ont bien progressé d'un point de vue technique, de sorte que les élections pourront avoir lieu comme prévues si la junte quitte le pouvoir, les aspects sécuritaires représentent un immense défi et pourraient nécessiter une révision du calendrier. De la même manière, les candidats civils de-

meurent entravés par leur collaboration avec le régime précédent et leur affiliation ethnique trop visible. Tandis que le retour au pouvoir civil est urgent et que l'apprentissage de la démocratie doit commencer au plus vite, la faiblesse des partis politiques doit être prise en compte à long terme pour éviter une répétition des événements de décembre 2008.

Les Forces Vives ont demandé l'envoi d'une force d'intervention internationale pour protéger les civils guinéens.<sup>73</sup> Dans les circonstances actuelles, l'envoi d'un gros contingent n'est ni réalisable ni souhaitable. Cependant, les événements du 28 septembre, de même que les dangers inhérents au recrutement de milices à travers le pays, requièrent une réponse internationale dans la mesure où ils représentent une menace grave, non seulement pour la sécurité de la Guinée, mais également pour celle de ses voisins.

La CEDEAO et le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) devraient mettre à la disposition du président Compaoré des experts sur la situation guinéenne pour fournir une assistance technique. Cela permettrait d'accélérer le processus de médiation et d'éviter les pertes de temps habituellement associées à de tels mandats.

## B. PHASE 2 : ISOLATION ET SANCTIONS

Si une pression concertée ne parvient pas à forcer la junte à se conformer à la demande électorale de l'UA, une prise de position plus ferme sera nécessaire. La junte devra alors être isolée et sanctionnée. Ceux qui ont tenté de travailler avec elle devront accepter qu'une telle approche ne peut pas contribuer à une transition crédible.<sup>74</sup> Si Dadis Camara se présente aux élections présidentielles, par exemple, la communauté internationale devra mettre fin à son assistance électorale – elle ne peut pas se permettre de financer une mascarade.

Dans cette éventualité, des interdictions de voyager et un gel des capitaux devraient être imposés aux membres du CNDD et aux associés – hommes politiques et d'affaires – qui jouent des rôles-clés dans des activités telles que le recrutement des milices. Les sanctions de l'UA devraient être appuyées par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU si possible, mais elles devraient au moins être appliquées par l'UE et les Etats-Unis. Les gouvernements occidentaux devraient également commencer à prévoir des mesures exceptionnelles pour aider le Sénégal, le Mali, la Guinée-Bissau, le Li-

<sup>72</sup> Les chefs d'état-major de la CEDEAO se rencontrent déjà régulièrement et seraient donc bien placés pour appuyer cette proposition.

<sup>73</sup> Voir « Mémoire », op. cit.

<sup>74</sup> Certains l'ont déjà accepté. Voir « Un ministre décide de présenter sa démission », RFI, 12 octobre 2009.

béria, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire à contrôler les trafics de pétrole, diamants, produits de base et armes vers et depuis la Guinée ; les multinationales engagées dans l'extraction de la bauxite devraient être tenues de cesser tout paiement à la junte et toute activité d'extraction sans quoi elles devront elles-mêmes faire face à des sanctions internationales.

Les Etats et les compagnies internationales qui envisagent d'investir dans le secteur minier de la Guinée devraient tenir compte du fait que le pouvoir militaire représente un risque sérieux pour la stabilité du pays et donc pour la sécurité de leurs investissements et de leurs employés. De plus, étant donnée la façon chaotique dont la junte gouverne le pays, il est fort probable que leurs contrats seront révisés dès l'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants, qu'ils soient civils ou militaires. Ils devraient donc s'abstenir de tels investissements jusqu'à ce que le pouvoir civil soit restauré.<sup>75</sup>

La communauté internationale devrait également soutenir les efforts des Forces Vives pour maintenir la pression sur la junte, en envisageant l'établissement éventuel d'un gouvernement civil de transition. Comme pour les partis politiques, beaucoup de questions restent en suspens quant à la représentativité des Forces Vives, mais elles ont fait preuve de courage et d'une cohérence accrue dans leur opposition à la junte au cours des derniers mois et devraient être soutenues.

Il est possible, mais pas encore inévitable, que la situation se détériore considérablement si l'armée s'accroche au pouvoir mais commence à se diviser. La communauté internationale doit également envisager une réponse à cette situation, y compris une aide aux pays voisins de la Guinée pour se prémunir contre des effets déstabilisateurs. Les garanties « over the horizon » pour la Sierra Léone devraient être revues par le gouvernement de

Freetown, la CEDEAO et le Royaume-Uni.<sup>76</sup> Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait reconnaître que la situation en Guinée représente une menace considérable pour ses voisins et en tenir compte dans ses projets de retrait de la force de maintien de la paix au Libéria.<sup>77</sup> Ceux qui sont en charge des déploiements de forces dans ce pays devraient se préparer à l'éventualité de débordements de violence par les frontières et adapter la composition de leurs unités en fonction.

Enfin, l'ONU, l'UA et la CEDEAO devraient se préparer à l'éventualité d'une intervention rapide en Guinée si jamais l'armée se divise, ou si le pays se retrouve déchiré entre des factions ethniques armées et qu'une bataille commence pour la prise de Conakry. Il ne faut pas permettre à la Guinée de plonger dans le chaos que la Sierra Léone et le Libéria ont connu récemment. Non seulement ces deux pays feraient face à de nouveaux risques de déstabilisation, mais la prévention de milliers de morts civiles aux mains de milices ethniques justifierait une réponse ferme politique, et si nécessaire militaire.

## VI. CONCLUSION

La tuerie du 28 septembre à Conakry a démontré une nouvelle fois les dangers que le maintien au pouvoir des militaires représente pour la stabilité de la Guinée et de la sous-région et a donc souligné le besoin urgent de mettre au point une stratégie de départ pour la junte. Les ambitions présidentielles de Dadis Camara – mises en évidence par son utilisation des ressources de l'Etat pour s'acheter des soutiens et intimider les dirigeants de l'opposition – représentent un risque grave pour le processus de transition. Le recrutement de miliciens ethniques et étrangers et la multiplication des signes de son incapacité à contrôler l'armée soulèvent des questions sérieuses quant à la possibilité de tensions à l'intérieur de l'armée.

Il est essentiel que la médiation de la CEDEAO obtienne du chef de la junte qu'il renonce à la politique et qu'il mette en place les conditions nécessaires à des élections libres et équitables. Négocier avec la junte ne devrait pas, cependant, éclipser la nécessité d'une réponse ferme à la tuerie du 28 septembre. La commission d'enquête nationale a peu de chances d'identifier les coupables sans

<sup>75</sup> De nombreuses compagnies étrangères, dont certaines grosses compagnies russes et chinoises, sont très dépendantes de la bauxite guinéenne, qui a les réserves de bauxite – utilisée pour faire de l'aluminium – les plus importantes du monde. Depuis la tuerie du 28 septembre, le gouvernement guinéen a mis en avant la possibilité de nouveaux investissements dans le secteur minier, sans aucun doute pour contrer toute impression d'isolation internationale. Une compagnie basée à Hong Kong, appartenant en partie à la compagnie pétrolière nationale d'Angola, SONANGOL, préparerait un fonds d'investissement majeur pour la Guinée. Les sommes rapportées (1,6 milliards de dollars) sont élevées, mais il reste à savoir si elles sont réalistes. Voir « Guinea : Gunning down Democracy », *Africa Confidential*, 9 octobre 2009 ; et « Guinea boasts of deal with Chinese company », *The New York Times*, 13 octobre 2009.

<sup>76</sup> Les garanties « over the horizon » sont un accord entre le Royaume-Uni et la Sierra Léone établi suite à l'intervention militaire britannique en 2000. Selon cet accord, le Royaume-Uni s'engage à envoyer un soutien militaire au gouvernement de Sierra Léone en cas de nouveau risque de déstabilisation.

<sup>77</sup> Les projets de retrait sont décrits dans la résolution 1885 du Conseil de sécurité de l'ONU (2009). La stabilité régionale y fait déjà partie des critères à prendre en compte.

engagement international. La communauté internationale devrait également commencer à envisager d'autres options si jamais la médiation échoue. Si les Forces Vives et la communauté internationale ne font pas des efforts immédiats et concertés pour retirer le processus de transition des mains des militaires, de nouvelles violences menacent d'abord la Guinée puis un voisinage qui commence tout juste à se remettre de longues années de guerre civile.

**Dakar/Bruxelles, 16 octobre 2009**

